

GOLBEY, le 05 juin 2008

GS des Vosges - BP 128 - 88195 GOLBEY CEDEX
☎ 03.29.31.41.11 - Fax 03.29.31.96.50

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Objet : Non respect des valeurs limites de rejets des effluents dans le milieu.
Modification des arrêtés des établissements rejetant en station.

G.I.E. DU NOIR RUXEL
G.I.E. DU COSTET BEILLARD
Société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT
Société Blanchiment des Hautes Vosges
Etablissements SVBC DAVID
Etablissements LOUIS BONNE et Fils
Etablissements DORIDANT
sis sur le territoire de la commune de GERARDMER

Rédigé par l'Inspecteur des Installations Classées	Vérifié par le Chef de la Cellule Risques Chroniques	Vu, approuvé et transmis à Monsieur le Préfet des Vosges Pour le Directeur et par délégation Le Chef du Service Régional de l'Environnement Industriel
---	---	--

TITRE 1. Historique

L'activité de blanchiment de tissus à GERARDMER date des années 1870, sous une forme alors artisanale. De plusieurs dizaines au début du siècle, les blanchisseurs sont passés au nombre de sept aujourd'hui. Les artisans pratiquant le blanchiment sur prés sont en revanche devenus de véritables industriels grâce aux progrès technologiques. Ils réalisent maintenant le blanchiment textile à façon, opération qui consiste à nettoyer et à blanchir un tissu par oxydation chimique (au chlorite de sodium et à l'eau oxygénée notamment). Les eaux usées chargées en matière organique doivent être traitées avant rejet au milieu naturel.

Toutes ces usines relevaient du régime de la déclaration jusqu'en 1996, date à laquelle un changement de nomenclature a classé cette activité en autorisation pour une production supérieure à une tonne par jour. Elles bénéficiaient donc du droit d'antériorité.

Les industriels rejettent leurs effluents en tête de bassin hydrographique dans la Cleurie (objectif de qualité 1B) qui est alimentée par les « fuites » souterraines du lac de GERARDMER et les eaux météoriques. Ce cours d'eau ne peut accepter qu'une faible quantité de polluants compte-tenu de son débit et de l'objectif de qualité ambitieux. Ainsi, la mise en place de traitements poussés des effluents et le strict respect des normes de l'arrêté ministériel du

2 février 1998 ne permettaient pas de répondre à la contrainte de rejet maximal.

Depuis 1998, à la demande du Préfet des Vosges, administrations, élus, industriels et Agence de l'Eau ont examiné diverses solutions pour ce dossier : fermeture ou transfert de tout ou partie des installations, déclassement du ruisseau de la Cleurie sur sa partie amont, rejet dans un autre cours d'eau moins sensible par l'intermédiaire d'une canalisation. La fermeture des établissements et le déclassement du ruisseau ayant été écartés, le choix s'est porté sur la délocalisation des rejets vers la Moselotte, affluent de la Moselle où se jette la Cleurie, par la création d'une canalisation de 16 km, dite « Blanchiduc ».

Les industriels ont déposé, au cours de l'année 2000, un dossier de demande de délocalisation de leurs points de rejets de la Cleurie vers la Moselotte. Suite à une consultation du Conseil Supérieur des Installations Classées (CSIC), neuf arrêtés préfectoraux ont été signés le 26 octobre 2001. Ces arrêtés préfectoraux autorisaient les industriels à rejeter leurs effluents dans la Moselotte (cours d'eau aval) par l'intermédiaire d'une canalisation directe, au plus tard 48 mois après la notification des arrêtés et demandaient des investigations complémentaires.

Compte tenu d'une part de l'évolution et les connaissances acquises depuis 2001 et d'autre part de la nature des effluents rejetés, le CSIC a considéré, dans son avis du 27 septembre 2005, que la situation en 2005 des blanchisseurs était satisfaisante en l'état et que le blanchiduc prévu dans les arrêtés préfectoraux du 26 octobre 2001 n'était plus techniquement justifié. Par dérogation à l'arrêté du 2 février 1998, le Conseil a demandé que les rejets des exploitants soient limités **aux valeurs moyennes mensuelles 2004**. Sur cette base, et sur proposition de l'inspection, les neuf arrêtés relatifs aux blanchisseurs de la Cleurie ont été pris en février 2006, mettant un terme à quelques huit années de travaux et investigations.

TITRE 2. Non respect des dispositions de rejets des arrêtés du 21 février 2006

Il existe quatre points de rejets : STEP du G.I.E. DU COSTET BEILLARD – STEP du G.I.E. DU NOIR RUXEL, société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT et la lagune de la société Blanchiment des Hautes Vosges.

La situation de ce dernier établissement n'est pas évoquée dans le présent paragraphe, car ses rejets ne présentent pas de dépassements de valeurs limites sur le paramètre DCO.

En revanche, depuis la prise des arrêtés préfectoraux de 2006, de nombreux dépassements plus ou moins importants ont été constatés.

Aussi, différentes suites administratives ont été prises en fonction des situations respectives des trois établissements précités.

Chapitre 2.1 Situation du G.I.E. DU NOIR RUXEL

La STEP du G.I.E. DU NOIR RUXEL reçoit les effluents des Etablissements SVBC DAVID, Blanchiment des Hautes Vosges, Etablissements PARMENTELAT et Fils, Etablissements Louis BONNE et Fils.

Suite à de nombreuses non conformités relevées, le G.I.E. DU NOIR RUXEL a été mis en demeure de respecter les valeurs limites de rejets des effluents dans le milieu de son arrêté préfectoral d'autorisation dans un délai de trois mois, à partir de la notification de l'arrêté de mise en demeure n°373/2007 en date du 20 février 2007.

Malgré de réelles améliorations enregistrées pendant l'année 2007, notamment par la mise en place d'un bassin tampon (en utilisant une partie de la lagune de la société Blanchiment des Hautes Vosges), l'inspection des installations classées a constaté que l'arrêté de mise en demeure de se conformer aux valeurs limites de rejets des effluents dans le milieu n'était toujours pas respecté, avec à l'automne 2007, un problème de coloration du milieu aggravé et dénoncé par certaines associations.

Aussi, en application des dispositions prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement, l'inspection a proposé à Monsieur le Préfet des Vosges d'obliger, par voie d'arrêté, le G.I.E. DU NOIR RUXEL, à consigner entre les mains d'un comptable public, une somme répondant au montant des travaux nécessaires à la mise en œuvre d'un traitement tertiaire afin de permettre une épuration du rejet de la station suffisante, pour le rendre conforme aux normes édictées par l'arrêté d'autorisation.

Chapitre 2.2 Situation du G.I.E. DU COSTET BEILLARD

La STEP du G.I.E. DU COSTET BEILLARD reçoit les effluents des établissements DORIDANT et BLANCHIMENT DE XONRUPT II.

Suite à de nombreuses non conformités relevées, l'inspection a proposé dans son rapport en date du 24 avril 2007, un arrêté de mise en demeure de respecter les valeurs limites de rejets des effluents dans le milieu.

Les rejets se sont améliorés durant l'été 2007, mais les propositions d'améliorations faites par l'exploitant ne permettaient pas d'avoir l'assurance que les résultats ne se dégraderaient pas de nouveau avec la diminution des températures.

Suite à plusieurs échanges avec l'inspection et la Préfecture, l'exploitant a pris des engagements fermes quant à l'installation d'un tertiaire pour résorber le delta restant entre les rejets épurés et les rejets admissibles par le milieu.

Par la suite, l'Agence de l'Eau est venue confirmer le dépôt d'un dossier de demande de subvention.

Ainsi, les résultats d'analyses des rejets de polluants de l'établissement étant en très nette amélioration, la mise en place d'un traitement supplémentaire des effluents étant imminent, la mise en demeure a été suspendue.

Chapitre 2.3 Situation des Etablissements CROUVEZIER DEVELOPPEMENT

Contrairement aux autres établissements de blanchissement du secteur, l'installation CROUVEZIER DEVELOPPEMENT affichait des résultats d'analyses conformes et ce dès la parution de l'arrêté d'autorisation sus visé.

Cependant depuis plusieurs mois, une dérive conséquente a été observée.

En effet, les rejets de la station d'épuration de l'établissement restés jusque là en-dessous des valeurs limites de rejets imposées dans l'arrêté se sont sensiblement dégradés à partir de juin 2007, date de la mise en service d'une nouvelle ligne de blanchissement à l'eau oxygénée.

Ces résultats qui devaient au départ durer juste le temps des réglages et de fermeture d'une des anciennes lignes de blanchiment au chlorite, se sont finalement avérés persistants.

Aussi, l'exploitant a lancé dès le mois de septembre, une étude relative à la caractérisation chimique de ses rejets visant à conclure sur un projet de traitement supplémentaire des rejets et à son dimensionnement.

A noter que l'établissement est déjà doté d'un traitement tertiaire, il s'agirait là de trouver de nouvelles solutions techniques pour améliorer les rejets dans le milieu.

TITRE 3. Solutions proposées par les industriels pour pallier le problème

Deux réunions se sont déroulées en Préfecture à ce sujet les 12 février et 19 mars 2008, afin de balayer les solutions envisageables pour sortir de la situation de non-conformité puis confirmer les solutions retenues après études des exploitants.

Chapitre 3.1 Réunion du 12 février 2008

Des entrevues ont été accordées le 12 février 2008 par Madame la Secrétaire Générale en présence de la DRIRE à chaque industriel, afin de rappeler la nécessité que le rejet dans la Cleurie de l'ensemble des sociétés de blanchiment du secteur reste inférieur à ce qui est autorisé par les arrêtés préfectoraux d'autorisation du 21 février 2006. Les industriels avaient confirmé au cours de ces échanges, être en réflexion sur des transferts de rejets de certaines sociétés et avoir besoin d'un peu de temps pour finaliser leurs décisions.

La possibilité de transférer des charges de pollution d'un établissement à un autre à condition que la charge totale de pollution émise dans le milieu reste inférieure à la charge maximale autorisée par le CSIC dans son avis du 27 septembre 2005 avait été évoquée.

Cette possibilité a par la suite été confirmée par courrier.

Chapitre 3.2 Réunion du 19 mars 2008

Une réunion relative à la situation des sociétés de blanchiment de GERARDMER s'est de nouveau tenue le mercredi 19 mars 2008 à la Préfecture des Vosges, sous la présidence de Madame la Secrétaire Générale, en présence des exploitants et de la DRIRE.

Cette réunion visait à faire le point sur la nouvelle organisation des industriels du blanchiment au regard du traitement de leurs rejets aqueux. Les décisions prises par les industriels sont les suivantes :

➤ Pour le G.I.E. DU NOIR RUXEL :

Les rejets des sociétés BONNE et DAVID seront respectivement transférés vers les stations de CROUVEZIER DEVELOPPEMENT et du G.I.E. DU COSTET BEILLARD.

Les rejets de la société Blanchiment des Hautes Vosges, actuellement traités via la lagune, seront pris en charge par la station du G.I.E. DU NOIR RUXEL.

Le G.I.E. DU NOIR RUXEL n'investira pas dans l'immédiat, ces modifications devant permettre d'être conforme à l'arrêté d'autorisation pour ce qui est du débit et de la charge de pollution. Par ailleurs, les problèmes de coloration devraient être atténués du fait de la reprise de la lagune dont les effluents sont généralement plus clairs car moins chargés.

Enfin les rejets du G.I.E. DU NOIR RUXEL dans la Cleurie s'élèveraient, pour la DCO, à 172 kg.

➤ **Pour le G.I.E. DU COSTET BEILLARD :**

Le G.I.E. DU COSTET BEILLARD va donc recevoir les effluents de la société DAVID, jusque là traités par le G.I.E. DU NOIR RUXEL.

De ce fait, le traitement tertiaire initialement prévu a dû être redimensionné (passage du débit de traitement de 25 à 35 m³/h) et le bassin tampon du projet initial agrandi (+ de 800 m³).

La nouvelle unité de traitement devrait pouvoir être mise en service dans un an. Les rejets du G.I.E. DU COSTET BEILLARD dans la Cleurie s'élèveraient, pour la DCO, à 173 kg.

➤ **Pour la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT :**

La société tend vers une fusion avec la société BONNE. Des pré-études de dimensionnement de la station d'épuration ont été réalisées. Le choix de l'installation devrait être réalisé fin juin. Les rejets de la société dans la Cleurie s'élèveraient, pour la DCO, à 155 kg.

Un schéma synthétisant l'évolution de la direction des rejets est joint en annexe.

Chapitre 3.3 Suite aux réunions

Le G.I.E. DU COSTET BEILLARD et la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT ont déposé des dossiers de demande d'aides auprès de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse dans les mois qui ont suivi pour permettre un examen au conseil d'administration de l'Agence, prévu en juin 2008.

Les études visant à démontrer la faisabilité des solutions proposées ont été déposées auprès du service de l'inspection les 6 mai 2008 pour le G.I.E. COSTET BEILLARD, le 3 juin 2008 pour le G.I.E. DU NOIR RUXEL et le 26 mai 2008 pour la société CROUVEZIER DEVELOPPEMENT. Leur instruction conduit à une conclusion favorable.

Une demande commune de modifications en date du 5 juin 2008 a été déposée à la Préfecture des Vosges par des établissements précités,, conformément à l'article R. 512-33 du Code de l'Environnement. Cette demande précise les mesures prises ainsi que les engagements de rejets.

La somme totale des rejets de DCO dans le milieu passerait de 537 kg/j à 500 kg/j.

TITRE 4. INTERET

De façon générale, cette évolution présente l'avantage de :

- décroiser les responsabilités sur les rejets des stations. Désormais, MM. DORIDANT et CROUVEZIER disposent d'un seul point de rejet pour leurs différentes activités,
- permettre des investissements complémentaires. En effet, le site du G.I.E. DU NOIR RUXEL était contraint en termes de place pour accueillir d'autres moyens de traitement,
- réduire légèrement la quantité émise par rapport à la situation antérieure,
- arrêter le rejet via la lagune dont l'efficacité restait à démontrer,
- permettre des investissements qui contribuent également à diminuer la coloration des rejets.

TITRE 5. Conclusion

Les modifications envisagées devraient permettre d'apporter une amélioration au problème des rejets industriels dans la Cleurie au niveau du lieu dit « Le Costet Beillard ». Pour autant, ces modifications doivent faire l'objet d'autorisations préfectorales pour les encadrer.

Le rejet global dans la Cleurie n'étant pas modifié, voire légèrement réduit, ces modifications peuvent être considérées comme étant non notables et peuvent donc être actées par le biais d'arrêtés préfectoraux complémentaires aux arrêtés du 21 février 2006, conformément à l'article R. 512-31 du Code de l'Environnement.

C'est pourquoi nous proposons aux membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques de se prononcer sur les projets d'arrêtés joints au présent rapport qui reprennent en particulier les évolutions précitées et le calendrier des travaux de mise en œuvre.

GIE du COSTET BEILLARD

à GERARDMER

PROPOSITION DE PRESCRIPTIONS

APPLICABLES AUX INSTALLATIONS

VU le Code de l'Environnement, notamment son Livre V Titre 1^{er},

VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU les études réalisées par les exploitants des unités de blanchiment sis sur le secteur du Costet-Beillard (commune de GERARDMER) suite aux arrêtés préfectoraux du 26 octobre 2001 d'autorisation de ces unités de blanchiments,

VU l'étude d'aménagement de la station d'épuration en date du 6 mai 2008 transmise à l'Inspection des Installations Classées,

VU l'arrêté préfectoral n° 566/2006 du 21 février 2006 autorisant le Groupement d'Intérêt Economique (G.I.E.) du « Costet-Beillard » à poursuivre l'exploitation d'une station d'épuration collective au « Costet-Beillard » sur le territoire de la commune de GERARDMER,

VU l'avis du Conseil Supérieur des Installations Classées sur le dossier des blanchisseurs de la Cleurie présenté lors de sa séance du 27 septembre 2005,

VU le rapport de l'inspecteur des Installations Classées en date du XXX proposant à M. le Préfet des Vosges de prendre un arrêté complémentaire pour le GIE du Costet Beillard,

CONSIDERANT que le Conseil Supérieur des Installations Classées, tenant compte des dispositions de l'article 74 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé invite à autoriser la poursuite de l'exploitation des installations de blanchisseurs de Gérardmer avec des rejets dans la Cleurie semblables à ceux de l'année 2004,

CONSIDERANT la nécessité d'accueillir les rejets de la société SVBC DAVID pour soulager la station du G.I.E. DU NOIR RUXEL,

CONSIDERANT les travaux réalisés sur la station du G.I.E. DU COSTET-BEILLARD visant à accroître les capacités d'épuration de cette dernière,

CONSIDERANT que les travaux engagés visent à diminuer les charges globales apportées à la Cleurie,

TITRE 1.	PRESRIPTIONS GENERALES	9
Chapitre 1.1	9
Article 1.1.1	Portée de l'autorisation	9
Article 1.1.2	Activités autorisées	9
Article 1.1.3	Définition des effluents acceptés par la station.....	9
Article 1.1.4	Conformité aux documents du dossier d'autorisation.....	9
TITRE 2.	PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX	9
Chapitre 2.1	Conditions de fonctionnement.....	9
Article 2.1.1	Conditions générales.....	9
Article 2.1.2	Conditions particulières	10
Article 2.1.3	Conditions d'acceptabilité des effluents	10
Chapitre 2.2	Prévention des pollutions accidentelles	10
Chapitre 2.3	Caractéristiques des rejets	10
Article 2.3.1	10
Article 2.3.2	11
Article 2.3.3	Amélioration de la qualité des rejets.....	11
Chapitre 2.4	Contrôle des rejets	11
Article 2.4.1	Conditions de prélèvement	11
Article 2.4.2	Autosurveillance	11
Article 2.4.3	Bilan de fonctionnement de la station d'épuration	12
Article 2.4.4	Contrôles trimestriels.....	12
Article 2.4.5	Contrôles inopinés	12
Article 2.4.6	Surveillance du milieu	13
Article 2.4.7	Rétention.....	14
Article 2.4.8	Alimentation en eau	14
TITRE 3.	GESTION DE DECHETS.....	14
Chapitre 3.1	Principes généraux.....	14
Chapitre 3.2	Gestion des boues d'épuration sur le site.....	15
TITRE 4.	PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	15
Chapitre 4.1	Principes généraux.....	15
Chapitre 4.2	Odeurs	15
TITRE 5.	PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS	15
Chapitre 5.1	Principes généraux.....	15
Chapitre 5.2	Normes	15
Chapitre 5.3	Règles d'exploitation	15
Chapitre 5.4	Contrôles	16
TITRE 6.	SECURITE INCENDIE.....	16
TITRE 7.	DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES.....	16

ARRETE

TITRE 6. PRESCRIPTIONS GENERALES

Chapitre 6.1

Article 6.1.1 Portée de l'autorisation

Le G.I.E. du Costet-Beillard dont le siège social est sis 2648 route de Colmar - 88400 XONRUPT-LONGEMER est autorisé à exploiter à GERARDMER au lieu-dit « le Costet-Beillard », une station collective d'épuration d'effluents exclusivement sous réserve du respect des prescriptions suivantes.

Article 6.1.2 Activités autorisées

Les activités autorisées correspondent à la rubrique n° 2750 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 6.1.3 Définition des effluents acceptés par la station

Les seuls effluents autorisés à être traités sont les suivants :

- Etablissement DORIDANT S.A.
- Etablissement SVBC DAVID
- Etablissement BLANCHIMENT DE XONRUPT II

Les conditions de rejets de ces établissements sont fixées dans les arrêtés préfectoraux d'autorisation respectifs.

Toute modification de ces rejets en qualité ou quantité devra faire l'objet d'une information de l'inspecteur des installations classées avant toute réalisation.

Article 6.1.4 Conformité aux documents du dossier d'autorisation

Les installations et les points de rejets doivent être disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et aux données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Tout projet de modification devra, avant sa réalisation, être soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées.

TITRE 7. PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

Chapitre 7.1 Conditions de fonctionnement

Article 7.1.1 Conditions générales

L'installation de traitement est conçue de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations qui lui sont raccordées.

De plus, elle est exploitée et entretenue de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elle ne peut assurer pleinement sa fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise, en refusant le

cas échéant toute nouvelle arrivée d'eau à traiter en provenance des industriels raccordés à charge pour eux de réduire ou d'arrêter si besoin les fabrications concernées.

L'installation de traitement est correctement entretenue. Les principaux paramètres de suivi sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.2 Conditions particulières

La station d'épuration du G.I.E. DU COSTET-BEILLARD est équipée d'un traitement tertiaire ou de tout dispositif équivalent permettant le respect des valeurs fixées à l'article 2.3.1. opérationnel au plus tard au 1^{er} janvier 2009.

Le planning d'avancée des travaux est transmis à l'inspection des installations classées tous les deux mois.

Article 7.1.3 Conditions d'acceptabilité des effluents

Les effluents destinés à être traités par la station devront respecter les conditions suivantes, avant leur traitement :

Paramètre	Valeur moyenne mensuelle	Valeur de pointe
Débit (m ³ /j)	840	1000
Débit (m ³ /h)	35	50
DCO (kg/j)	3840	5374
DBO ₅ (kg/j)	782	1095
MES (kg/j)	730	1022
Phosphore (kg/j)	15,4	21,5
Azote (kg/j)	76,8	107,5
Température (°C)	< 30	< 30
pH	5,5 < < 8,5	5,5 < < 8,5

Toute modification de ces rejets en qualité ou quantité devra faire l'objet d'une information de l'inspecteur des installations classées avant toute réalisation.

Chapitre 7.2 Prévention des pollutions accidentelles

Toutes les mesures nécessaires sont prises pour éviter une pollution accidentelle soit directement dans le milieu naturel soit en sortie de station suite à une dérive.

Chapitre 7.3 Caractéristiques des rejets

Article 7.3.1

Les données d'autosurveillance journalières recueillies dans les formes de l'article 2.4.2 ci-dessous sont consolidées en moyennes mensuelles et en moyenne annuelle glissante*. Sur 12 mois consécutifs (y compris les jours sans rejets), le niveau des rejets devra être inférieur à :

Débit (m³/j)	Flux de DCO (kg/j)	Flux de MES (kg/j)	Flux de DBO5 (kg/j)
840	173	33	28

* : la moyenne annuelle glissante correspond à la charge polluante (en kg) sur douze mois divisée par nombre de jours dans l'année.

En moyenne annuelle, le rendement de la station pour le paramètre DCO devra être supérieur à 93%.

Par ailleurs, les effluents en sortie de la station devront satisfaire aux conditions suivantes :

Paramètre	Méthode	Valeur limite		
Température		< 30 °C		
pH		5,5 < < 8,5		
		Concentration maxi journalière	Flux maxi journalier	Flux mensuel*
Débit		-	1000 m ³ /j	-
MES	NF EN 872	35 mg/l	39.5 kg/j	
DBO ₅	NFT 90103	30 mg/l	33,8 kg/j	
DCO _{eb}	NFT 90101	-	252 kg/j	210 kg/j
NGL	NF EN ISO 25663	10 mg/l	-	-
AOX	NF EN 1485	1 mg/l	-	-
P	NFT 90023	10 mg/l	-	-

* Le flux mensuel correspond à la charge polluante émise dans le mois divisée par le nombre de jours travaillés dans ce même mois.

Les valeurs fixées ci-dessus s'imposent à des mesures réalisées sur des prélèvements moyens de 24 heures. Dans le cas de prélèvements instantanés aucun résultat ne devra dépasser le double de la valeur limite prescrite. La dilution des effluents est interdite.

Article 7.3.2

En un point représentatif de la zone de mélange à l'aval de la ZNIEFF, le rejet ne devra pas générer de coloration visible du milieu.

Article 7.3.3 Amélioration de la qualité des rejets

D'une manière générale, l'exploitant mettra en œuvre les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable pour le traitement de ses effluents. Pour cela, il exercera une veille technologique permanente (substitution des produits à la source, techniques de traitement...). Il rendra compte de cette politique dans le bilan prévu à l'article 2.4.3 du présent arrêté.

Chapitre 7.4 Contrôle des rejets

Article 7.4.1 Conditions de prélèvement

Un point de prélèvement d'échantillons est prévu en sortie des stations.

Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives et homogènes. Il est relié à l'échantillonneur permettant de prélever un échantillon représentatif des rejets sur 24 heures.

Ce point est aménagé de manière à être aisément accessible.

Article 7.4.2 Autosurveillance

L'exploitant procède à l'autosurveillance selon les modalités ci-après :

- Température }
- pH }
- Débit } quotidiennement
- MES }
- DCO }

- P, NGL }
- DBO₅ } tous les quinze jours

- AOX } mensuellement

- Métaux (Cd, Cu, Hg, Ni, Pb, Cr, Zn, Se)) trimestriellement

Les résultats des analyses d'autosurveillance sont transmis mensuellement (trimestriellement pour les métaux) à l'inspecteur des installations classées sous format papier avec tout commentaire utile le cas échéant. Ces données pourront également être transmises sous forme de fichiers informatiques selon les indications données par l'inspecteur.

Article 7.4.3 Bilan de fonctionnement de la station d'épuration

Conformément à l'article 2.3.1, les données journalières sont consolidées en moyennes mensuelles puis en moyennes annuelles. Avant le 1^{er} avril de l'année n+1, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un **bilan de fonctionnement de sa station** de l'année n. Ce bilan réalisé dans un objectif d'amélioration continue comprend au moins :

- les rejets de la station pour l'année précédente pour tous les polluants mesurés,
- une explication des résultats obtenus au cours de l'année précédente, notamment en cas de dépassement des valeurs limites définies dans cet arrêté,
- un état des pollutions accidentelles qui ont eu lieu au cours de l'année précédente et des mesures qui ont été prises pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise,
- un bilan des principaux événements intervenus sur la station au cours de l'année précédente (travaux, changement de process...),
- une liste prévisionnelle des travaux, améliorations prévues pour l'année à venir en tenant compte des nouvelles technologies disponibles en matière de traitement de l'eau.

Article 7.4.4 Contrôles trimestriels

Trimestriellement l'industriel fait procéder, à ses frais, à un contrôle de ses rejets par un laboratoire extérieur agréé par le Ministère en charge des Installations Classées. Lors de ces contrôles les prélèvements s'effectueront sur 24 heures et les analyses porteront sur tous les paramètres fixés au chapitre 2.3 ainsi que sur les métaux dont la liste figure au 2.4.2. ci-dessus.

Les résultats d'analyses sont transmis à l'inspecteur des installations classées dans le mois suivant le prélèvement.

Article 7.4.5 Contrôles inopinés

Indépendamment des contrôles prévus ci-dessus, l'inspecteur des installations classées peut faire procéder à tout moment à des contrôles inopinés des rejets.

A cette fin, l'exploitant établira, si nécessaire, une convention avec un laboratoire agréé choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées. Cette convention définira les

conditions dans lesquelles l'inspecteur des installations classées pourra demander au laboratoire de réaliser le prélèvement, éventuellement hors présence de l'inspecteur, d'un échantillon 24 heures des rejets de l'exploitant et de procéder à l'analyse des polluants spécifiés par l'inspecteur. Au travers de cette convention, le laboratoire devra s'engager à ne pas communiquer la date de son intervention à l'industriel et à fournir un double des résultats directement à l'inspecteur des installations classées.

Article 7.4.6 Surveillance du milieu

L'exploitant devra vérifier, par des mesures régulières, le bon état de la Cleurie, en amont et en aval des installations de blanchiment situées au lieu-dit « le Costet Beillard » à GERARDMER.

Les paramètres à analyser sont listés de manière exhaustive dans les textes suivants :

- Annexe de l'arrêté du 20 avril 2005 (substances des listes I et II de la directive 76/464/CEE)
- Tableaux 2, 3 et 5 de la circulaire du 28 juillet 2005
- Tableaux A, B, C de la circulaire du 7 mai 2007

Pour chaque contrôle, il conviendra d'analyser deux prélèvements de la Cleurie : un à l'amont du rejet de la station Crouvezier Développement (point amont) et l'autre à la sortie de la ZNIEFF de la morte femme (point aval).

Récapitulatif des analyses à réaliser dans le milieu (amont et aval)

Période de l'année	Type d'analyse
Février	<u>Paramètres physico-chimiques :</u> - tableau 5 de la circulaire du 28/07/2005 sur le « bon état » - DCO
Mai	<u>Paramètres physico-chimiques :</u> - tableau 5 de la circulaire du 28/07/2005 sur le « bon état » - DCO
Etiage*	<u>Paramètres biologiques :</u> - Tableaux 2 et 3 de la circulaire du 28/07/2005 sur le « bon état » (IBGN et IBD) <u>Paramètres chimiques :</u> - Substances dont les analyses lors du point 0 ont révélé des concentrations supérieures au seuil de détection.
Etiage* 2009 puis tous les trois ans à la même époque	- Tableaux 2, 3 et 5 de la circulaire du 28/07/2005 sur le « bon état » - Tableaux A, B C de la circulaire du 7 mai 2007 - DCO
Octobre	<u>Paramètres physico-chimiques :</u> - tableau 5 de la circulaire du 28/07/2005 sur le « bon état » - DCO

Les paramètres inscrits aux tableaux de la circulaire précitée sont fournis en annexe.

* : L'exploitant veillera à bien respecter la réalisation des mesures annuelles des paramètres biologiques et chimiques lors de l'étiage. On entend par débit d'étiage un débit de la Cleurie inférieur à 1,5 m³/s ce qui correspond à un débit de la Moselotte à Zainvillers de 3 m³/s.

Ces indications sont disponibles auprès de la Direction Régionale de l'Environnement. (<http://www.hydro.eau.france.fr> et <http://www.lorraine.ecologie.gouv.fr/SPC/bulquo.htm>)

En tout état de cause, le prélèvement devra être effectué au plus tard le 30 septembre de l'année N en privilégiant la période de plus faible débit.

Ces analyses pourront être réalisées en collaboration avec les autres blanchisseurs de la Cleurie.

Les résultats de ces contrôles seront transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation.

Article 7.4.7 Rétention

A l'exception des bassins de traitement des effluents, tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des sols ou des eaux doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité de l'ensemble des réservoirs associés à cette rétention.

Ces cuvettes seront conçues pour résister à l'effet de vague, à la poussée et à l'action corrosive des produits éventuellement répandus. De plus, elles seront étanches aux produits qu'elles pourraient contenir.

Les stockages de produits différents dont le mélange est susceptible d'être à l'origine de réactions chimiques dangereuses doivent être associés à des capacités de rétention distinctes.

Les parois des capacités de rétention ne sont traversées par aucune canalisation.

Article 7.4.8 Alimentation en eau

Le prélèvement en eau sur le réseau public et/ou sur un forage en nappe est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les volumes d'eaux prélevées seront mesurés et enregistrés.

TITRE 8. GESTION DE DECHETS

Chapitre 8.1 Principes généraux

Les déchets sont éliminés conformément aux dispositions du Livre V, Titre IV du Code de l'Environnement et des textes pris pour son application dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire des effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, à dégrader les sites ou les paysages, à polluer l'air ou les eaux, à engendrer des bruits ou des odeurs et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

Toutes dispositions seront prises pour assurer au maximum le recyclage et la valorisation des sous-produits contenus dans les déchets à éliminer.

Tous les déchets sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

Les déchets d'emballage seront éliminés conformément aux articles R. 543-66 à R ; 543-72 du Code de l'Environnement.

Chapitre 8.2 Gestion des boues d'épuration sur le site

Les boues générées par la station seront stockées en silos.

La capacité de stockage minimale devra correspondre aux possibilités et campagnes d'épandages.

TITRE 9. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 9.1 Principes généraux

L'émission, dans l'atmosphère, de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite.

La combustion, notamment à l'air libre, de déchets susceptibles de dégager des fumées ou des odeurs gênantes pour le voisinage est interdite.

Chapitre 9.2 Odeurs

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

TITRE 10. PREVENTION DES BRUITS ET VIBRATIONS

Chapitre 10.1 Principes généraux

Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruit ou de vibration mécanique susceptible de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Chapitre 10.2 Normes

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au plan (en annexe I) et au tableau ci-après qui fixe les valeurs correspondantes des niveaux acoustiques limites admissibles aux différents points de contrôles.

Emplacement des mesures	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	22 heures à 7 heures ainsi que dimanches et jours fériés
Point 1	47,2	40,9
Point 2	70	63,4

Chapitre 10.3 Règles d'exploitation

Tous travaux bruyants susceptibles de gêner le voisinage pendant la nuit sont interdits entre 22 heures et 7 heures.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention, au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Les ateliers susceptibles de produire un bruit gênant le voisinage sont maintenus fermés pendant le travail, sauf le temps strictement nécessaire à l'entrée ou à la sortie des pièces.

Toutes dispositions sont prises pour que la manipulation des outils, des matières premières, ou récipients puisse s'effectuer sans qu'il en résulte de bruit gênant pour le voisinage.

Chapitre 10.4 Contrôles

L'inspecteur des installations classées peut demander que les contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée, dont le choix doit être soumis à son approbation.

Les frais sont supportés par l'exploitant.

TITRE 11. SECURITE INCENDIE

Le personnel sera initié à la manœuvre et au maniement des moyens de secours.

L'exploitant devra assurer la défense extérieure par un poteau ou bouche d'incendie normalisé de 100 mm, situés à moins de 200 mètres (tracé réel des voies), conformes aux normes NF S 61 213 et 211 et aux règles d'installations NF S 62 200.

TITRE 12. DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

L'arrêté préfectoral n° 566/2006 du 21 février 2006 reste applicable jusqu'à ce que les travaux de raccordement du G.I.E. du COSTET-BEILLARD soient finalisés, et après déclaration de l'exploitant à Monsieur le Préfet des Vosges.

En tout état de cause, les dispositions ci-dessus seront applicables au 1^{er} janvier 2009.

Annexe

Tableaux de la circulaire du 28 juillet 2005

1. Paramètres inscrits au tableau 5 :

- Oxygène dissous (mg O₂/l)
- Taux de saturation en O₂ dissous (%)
- DBO₅ (mg O₂/l)
- Carbone organique (mg C/l)
- Température
- PO₄³⁻ (mg PO₄³⁻/l)
- Phosphore total (mg P/l)
- NH₄⁺ (mg NH₄⁺/l)
- NO₂⁻ (mg NO₂⁻/l)
- NO₃⁻ (mg NO₃⁻/l)
- pH
- Conductivité
- Chlorures
- Sulfates

Tableaux de la circulaire du 7 mai 2007

1. Tableau A

- Alachlore
- Anthracène
- Atrazine
- Benzène
- Pentabromodiphénylether, octa-bromodiphénylether, déca-bromodiphénylether
- Cadmium
- C10-13 Choroalcanes
- Chlorfenvinphos
- Chlorpyrifos
- 1,2 Dichloroéthane
- Dichlorométhane
- Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)
- Diuron
- Endosulfan
- Fluoranthène
- Hexachlorobenzène
- Hexachlorobutadiène
- Hexachlorocyclohexane et alpha, bêta, delta (chaque isomère)Lindane
- Isoproturon
- Plomb
- Mercure
- Naphtalène
- Nickel
- Nonylphénol 4-para-nonylphénol
- Octylphénol para-ter-octylphénol
- Pentachlorobenzène
- Pentachlorophénol
- HAP : Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo (g,h,i)perylène, benzo(k)fluoranthène, indéno(1,2,3-cd)pyrène
- Simazine
- Tributylétain
- Trichlorobenzène, 1,2,4-trichlorobenzène
- Trichlorométhane
- Trifluraline

2. Tableau B

- Aldrine
- Tétrachlorure de Carbone
- Total DDT para-para DDT
- Dieldrine

- Endrine
- Perchloréthylène (tétrachloroéthylène)
- Trichloréthylène
- Isodrine

3. Tableau C

- Cadmium et ses composés
- Mercure et ses composés
- Plomb et ses composés
- Nickel et ses composés